

# CONTRE LE BAC BLANQUER, SA MASCARADE ET SON CHAOS : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET AU MINISTÈRE !

## RASSEMBLEMENT INTERSYNDICAL ÎLE-DE-FRANCE LUNDI 5 JUILLET À 15H AU MÉTRO RUE DU BAC

Événement Facebook à partager largement :  
<https://www.facebook.com/events/1079778919219801/>

Alors que les sous-jurys ont été reportés par trois fois en Île-de-France, le chaos et la mascarade de ce Bac Blanquer ont éclaté aux yeux de l'ensemble des collègues, bien au-delà des personnels déjà mobilisés depuis plusieurs semaines. Nombreux sont les collègues qui, à l'annonce du report des sous-jurys avec les motifs fallacieux du directeur du SIEC, ont juré qu'on ne les y prendrait plus, et qu'ils ne participeraient plus à cette parodie de Baccalauréat.

**L'AG interdisciplinaire Île-de-France s'est réunie ce dimanche 4 juillet par conférence téléphonique pour faire un point et décider rapidement des actions à mener dès demain. Étaient présent·e·s plusieurs responsables syndicaux, ainsi que des vice-président·e·s de sous-jurys.**

**Nous avons fait le constat que :**

- Les sous-jurys ne sont qu'un rouage de cette parodie de Baccalauréat, servant à instrumentaliser la conscience professionnelle des collègues alors que tout le travail collégial sera probablement modifié dès l'après-midi même, lors de jurys départementaux complètement verrouillés, afin de coller aux statistiques dictées par le Ministère. Ce dernier semble même vouloir y faire le vide, en permettant aux représentant·e·s des sous-jurys de simplement attester par mail que « *les travaux de pré-délibération de [leur] sous-jury se sont bien déroulés* ».
- Ce sont bien les délais raccourcis de correction et la numérisation des copies, défailante comme c'était prévisible et comme ce sera inévitablement le cas à l'avenir, qui sont les seuls responsables des multiples reports de sous-jurys, contrairement aux affirmations honteuses du directeur du SIEC.
- Les personnels administratifs du SIEC subissent une vraie souffrance au travail, causée par les ordres et contre-ordres du Ministère, l'explosion de la charge de travail, les suppressions de postes, la précarisation galopante, les pressions hiérarchiques. Nous les soutenons et les invitons à se mobiliser.

**Nous revendiquons :**

- l'abandon dès 2022 des corrections « dématérialisées » pour toutes les disciplines et des délais de correction allongés ;
- la suppression définitive du « Grand Oral » et de l'oral de chef-d'œuvre de la voie professionnelle ;
- l'abrogation dès 2022 des réformes Blanquer des Lycées, du Baccalauréat et de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- le retour dès 2022 à un Baccalauréat aux épreuves nationales, terminales, ponctuelles, anonymes et réellement égalitaires, à l'inverse de la généralisation du contrôle continu à hauteur de 40 % annoncée par Blanquer et Mathiot ;
- l'abandon de toute pénalité financière ou administrative à l'encontre des collègues absent·e·s aux sous-jurys, ainsi qu'à l'encontre des collègues de philosophie ou de français qui n'auront pu terminer leurs corrections toujours plus lourdes dans les délais toujours plus courts ;
- un plan d'urgence pour l'Éducation pour la rentrée de septembre, en commençant par l'annulation des suppressions de postes et de moyens.

**Par conséquent, l'AG interdisciplinaire d'Île-de-France appelle à :**

- **Rejoindre la grève du Bac Blanquer ce lundi 5 juillet** comme y appellent déjà à l'heure actuelle les syndicats suivants :
  - **CGT Éduc'action** Paris
  - **CGT Enseignement Privé** Paris
  - **SNES-FSU** Créteil - Paris - Versailles
  - **SNFOLC** Paris - Versailles
  - **SUD Éducation** Créteil - Paris
- **Participer au rassemblement intersyndical Île-de-France ce lundi à 15h au métro Rue du Bac** à proximité du Ministère ;
- **Se rendre lundi à 8h30 dans les centres d'examens** pour être témoins des tripatouillages demandés aux sous-jurys, discuter avec les collègues et faire voter des motions, les entraîner dans la grève, et aller ensemble au Ministère à 15h (par exemple en covoiturage) ;
- **Centraliser les motions de sous-jurys grâce au formulaire suivant** afin de permettre leur diffusion en temps réel sur les réseaux sociaux :  
<https://vu.fr/formulaire-motions-bac-2021>
- **Diffuser et abonder la caisse de grève Île-de-France :**  
<https://www.helloasso.com/associations/association-crbp/formulaires/1>

Vous trouverez (ci-joint et ci-après) une **motion adaptable spécifique aux sous-jurys d'Île-de-France**. Cette proposition de motion est également accessible à cette adresse :

[https://docs.google.com/document/d/1IQ3k7BtBBM7rfr8hwy\\_t-wFHQC\\_dXz\\_rXeizHbQQPvE/edit?usp=sharing](https://docs.google.com/document/d/1IQ3k7BtBBM7rfr8hwy_t-wFHQC_dXz_rXeizHbQQPvE/edit?usp=sharing)

*Enfin, une réunion spécifique aux correcteurs et correctrices des EAF en Première aura lieu ce mercredi après-midi en visioconférence ; les informations suivront.*

Pour rappel, **des préavis nationaux de grève de tous les syndicats couvrent tous les personnels de l'Éducation nationale (enseignement public et privé) jusqu'à la fin des opérations du Bac. Le droit de grève nous protège à tout moment de la journée pour refuser le Bac Blanquer et sa parodie de jurys !**

**Modèle adaptable de motion pour les sous-jurys d'Île-de-France du lundi 5 juillet 2021.**  
**Pour centraliser et visibiliser les motions adoptées dans votre jury, n'hésitez pas à remplir en 2 minutes le formulaire suivant : <https://vu.fr/formulaire-motions-bac-2021>**

## Motion à propos du Baccalauréat 2021 et des sessions suivantes

Nous, membres du sous-jury n° ....., réunis le lundi 5 juillet 2021 au lycée ..... (ville, département), dénonçons les conditions désastreuses dans lesquelles doivent se tenir nos délibérations.

Après les convocations de dernière minute truffées d'erreurs, après le plantage général d'Imag'in ce mardi 30 juin pour avaliser une « harmonisation » purement statistique liée au contrôle continu, après le report inédit des sous-jurys de mercredi à 21h30 pour le lendemain, puis de vendredi à 8h30 pour 9h30, nous devons de nouveau aujourd'hui délibérer sur les notes des candidats, avant que les jurys départementaux de délibération de cet après-midi ne repassent arbitrairement sur nos « pré-délibérations », sous la houlette des inspections.

Au vu des conditions désastreuses d'organisation et de correction de cette session du Baccalauréat, nous demandons avant tout à ce qu'aucune pénalité financière ou administrative ne soit prise à l'encontre d'aucun collègue absent, excédé par les ordres et contre-ordres ou bien dans l'impossibilité de bouleverser à nouveau son agenda, ni à l'encontre des collègues de philosophie ou de français qui n'auront pu terminer leurs corrections toujours plus lourdes dans les délais toujours plus courts imposés par le ministère.

Ces conditions jamais vues du Baccalauréat 2021 sont le résultat, hélas prévisible et inévitable, de plusieurs phénomènes qui se conjuguent pour atteindre des niveaux de désorganisation et d'inégalité sans précédent :

- l'application à marche forcée des réformes Blanquer du lycée et du Baccalauréat, malgré la large opposition qu'elles rencontrent depuis trois ans ;
- une gestion hasardeuse de la crise sanitaire par le gouvernement, s'accompagnant d'un refus de déployer les moyens nécessaires pour préserver à la fois les apprentissages des élèves et la santé de toutes et tous, et d'un renvoi au local permanent des mesures sanitaires et des conditions d'enseignement, ce qui a induit des inégalités de préparation entre les candidats dont nous ne connaissons pas aujourd'hui les conditions de scolarisation cette année ;
- l'impréparation du ministère de l'Éducation nationale concernant la session 2021 du Baccalauréat, avec des épreuves annulées le plus tard possible et remplacées du jour au lendemain par le contrôle continu, des aménagements tardifs et insatisfaisants pour les épreuves restantes, des consignes d'évaluation et d'harmonisation souvent floues, et une organisation matérielle défailante ;
- l'acharnement du ministère à maintenir son « innovation » très contestée du « Grand Oral », qui prétend évaluer les compétences orales des candidats sans leur offrir de moyens de préparation, qui fait prévaloir la forme sur le fond, et qui assume de fait d'évaluer le « capital socio-culturel » des élèves plutôt que la maîtrise des contenus disciplinaires, comme on a pu le constater au vu de la composition souvent inadaptée des binômes d'examineurs.
- l'acharnement du ministère à maintenir les corrections « dématérialisées » sur Santorin en philosophie et en français, dont la mise en œuvre s'est révélée défailante et entachée de très graves irrégularités, mais a permis au ministère une surveillance tatillonne des correcteurs et correctrices.

De plus, nous exprimons notre inquiétude pour les sessions suivantes du Baccalauréat, qui risquent d'être soumises aux mêmes problèmes, voire à leur aggravation. En effet, nous relevons que le ministère :

- n'entend pas remettre en cause les réformes des lycées et du Baccalauréat, mais entend au contraire « aménager » la réforme Blanquer pour donner une part de 40 % au contrôle continu, ce qui va achever la destruction de la valeur nationale du diplôme, restreindre notre liberté pédagogique, augmenter la surveillance hiérarchique au quotidien, accentuer la pression pesant sur les élèves, favoriser les conflits autour de la notation, et pérenniser les bricolages locaux dont nous avons pu constater l'absurdité et les inégalités lors des sessions 2020 et 2021 ;
- entend reconduire la numérisation des copies et leur correction via le logiciel Santorin, imposées cette année aux correcteurs et correctrices de français et de philosophie, et l'étendre aux autres épreuves écrites restantes ;
- continue à supprimer des postes au lieu d'allouer les moyens demandés par la communauté éducative pour répondre aux besoins de nos élèves à l'issue de deux années scolaires perturbées, ni pour améliorer des conditions de travail et d'enseignement qui posaient déjà problème avant la pandémie.

**Nous dénonçons donc aujourd'hui cette mascarade du Bac Blanquer et le chaos dans lequel il s'est déroulé et continuera inévitablement de se dérouler.**

**Nous refusons de modifier les notes des élèves, et décidons de prendre nos responsabilités en refusant de participer à ces sous-jurys.**

**Nous décidons de nous rendre ensemble, pour celles et ceux qui le peuvent, au rassemblement intersyndical cet après-midi à 15h au ministère.**

Plus généralement, nous dénonçons les réformes Blanquer du Lycée et du Bac et en demandons l'abrogation dès 2022.

Nous nous prononçons pour un retour dès 2022 à un Baccalauréat aux épreuves nationales, terminales, ponctuelles, anonymes et réellement égalitaires.

Nous soutenons les personnels administratifs du SIEC, eux aussi soumis à des conditions de travail désastreuses, à la désorganisation et à l'autoritarisme hiérarchique, et à la précarisation galopante.

Nous invitons l'ensemble de nos collègues à prendre la parole pour dénoncer cette situation, et à s'organiser pour poursuivre la lutte dès la pré-rentrée, en défense du service public d'éducation, de nos métiers et de nos conditions de travail. Nous invitons la population à nous rejoindre dans ce combat qui concerne l'ensemble de la société et l'avenir de sa jeunesse.

*Motion adoptée par ..... voix sur ..... présents.*